

Nouvelles questions féministes, no 16-17-18, 1991 : « Particularisme & universalisme » et volume 13 numéros 1 et 2, 1992

Huguette Dagenais

Volume 5, numéro 2, 1992

Femmes au travail

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057704ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057704ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dagenais, H. (1992). Compte rendu de [Nouvelles questions féministes, no 16-17-18, 1991 : « Particularisme & universalisme » et volume 13 numéros 1 et 2, 1992]. *Recherches féministes*, 5(2), 167–170. <https://doi.org/10.7202/057704ar>

COMPTES RENDUS

Nouvelles questions féministes, n° 16-17-18, 1991 : « Particularisme & universalisme » et volume 13, n°s 1 et 2, 1992.

Nouvelles questions féministes (NQF) est de retour ! Qu'on se le dise ! Après quatre ans d'interruption, la revue vient de publier trois numéros (dont un triple), à quelques mois d'intervalle seulement l'un de l'autre. Dotée d'un comité de rédaction de quatre personnes, elle paraîtra dorénavant quatre fois l'an sous une attrayante couverture noire et blanche. Les deux premiers de ces trois numéros comprennent tant de matière que je ne peux espérer rendre justice aux auteurs dans un aussi bref compte rendu.

Ainsi, le numéro triple compte, en plus de l'éditorial et de la présentation de Françoise Armengaud, neuf articles et trois autres rubriques (« Mouvements » ; « Guerre du Golfe » et « Revues critiques ») ; en tout, 262 pages de textes denses, critiques et passionnés tout à la fois. Dans l'éditorial, la rédactrice, Christine Delphy, présente et commente les principaux problèmes qui ont empêché la revue de paraître pendant quatre ans. Étant donné le désintéressement marqué des instances universitaires et gouvernementales françaises à l'égard des études féministes, ces problèmes sont d'abord d'ordre économique. Mais, selon Delphy, « la petite communauté des études féministes n'est pas sans responsabilités ». Malgré une certaine amertume, bien compréhensible de la part de l'auteure, ces propos sur la situation des études féministes en France sont néanmoins de nature à faire réfléchir toutes les féministes sur le soutien à apporter à leurs revues.

Les deux premiers articles, écrits respectivement par l'Association pour l'égalité devant la loi entre les femmes et les hommes – Algérie (AELFH) et par Marie-Aimée Hélie-Lucas, portent sur le monde musulman. Le premier fait la genèse de l'organisation et des luttes du mouvement indépendant des femmes en Algérie. Dans le deuxième, Hélie-Lucas analyse les discours fondamentalistes qui ont cours dans les communautés et les pays musulmans en ce qu'ils affectent directement les femmes. S'appuyant sur la « quête d'une identité menacée », les fondamentalistes font, en effet, des femmes les dépositaires de cette identité et utilisent de manière sélective les traditions et la religion pour les amener à se conformer à cette idéologie. L'auteure examine ensuite les réponses des femmes et des mouvements de femmes, qu'elle classe en deux grandes tendances : les « entristées », regroupant les féministes croyantes qui inscrivent leurs luttes dans le cadre religieux, à l'intérieur de leur communauté, et les « internationalistes », des féministes cherchant « délibérément information et alliances par-delà les frontières de race, de nation et de religion ». Se situant par le fait même dans la tendance « internationaliste », l'auteure conclut que « les forces que nous confrontons

sont si puissantes et si dangereuses que nous devons rassembler toutes nos forces et n'exclure personne qui travaille à des changements qui nous soient favorables ». Après les événements dramatiques qui se sont produits en Algérie au cours des dernières années et les élections récentes au Koweït, ces deux articles arrivent à point pour nous aider à comprendre le vécu des femmes et des féministes aux prises avec le fondamentalisme religieux et les régimes répressifs qui s'en réclament.

Les deux textes suivants abordent l'idéologie de la différence, « défendue au nom de la libération des femmes » par des auteures qui se réclament du mouvement féministe. S'inspirant des travaux de Christine Delphy, Ti-Grace Atkinson et Monique Plaza, Maryse Guerlais effectue une « lecture critique » de l'ouvrage de Luce Irigaray, *Le temps de la différence. Pour une révolution pacifique*. Dans ce livre, explique Guerlais, Irigaray préconise l'« inscription juridique de la virginité » et le « droit à la maternité », qui devient ainsi un droit statutaire de groupe donnant priorité sur les enfants, comme les composantes de « l'identité civile féminine mondiale », à savoir « l'identité civile vierge mère ». L'article de Christine Delphy poursuit la critique en examinant la « tendance intellectuelle » ou plutôt la « tentation » qui, selon elle, « existe, plus ou moins fortement et de façon plus ou moins manifeste ou plus ou moins consciente dans toute individuue » et qu'elle appelle « la revendication maternelle ». Comme chez Irigaray, cette « tentation » consiste à « fonder les droits des femmes [...] sur leur spécificité » plutôt que sur leur universalité, c'est-à-dire leur appartenance à l'espèce humaine ; à « fonder cette spécificité sur leur fonction particulière dans la procréation » ; et à « revendiquer des droits spéciaux sur une autre catégorie d'êtres : les enfants ». Delphy présente trois exemples de cette tendance dans le féminisme contemporain et, ce faisant, elle se situe ainsi au cœur de plusieurs débats actuels. Ces exemples sont : les préoccupations concernant les nouvelles techniques de reproduction (NTR) ; certaines reconstructions mythiques de l'évolution humaine, dont celles basées sur le postulat d'un matriarcat originel, et la « revendication de la spécificité » au nom de « valeurs féminines » universelles, mais, précise-t-elle, qui correspondent en réalité « plus ou moins à l'expérience des femmes occidentales au foyer du dernier demi-siècle ». La dernière partie, où Delphy conteste ce qu'elle nomme le « corporatisme des mères » et l'« appropriation des enfants », est particulièrement intéressante. D'une part, alors qu'on a souvent accusé les théoriciennes féministes d'indifférence à l'égard des enfants, ce texte constitue un plaidoyer en faveur du respect des enfants ; d'autre part, parce qu'il conteste les postulats de nombreuses chercheuses féministes, notamment nord-américaines, il provoquera certainement des ripostes. Il a déjà suscité en tout cas la poursuite de l'entreprise critique puisque, dans le volume 13, numéro 1, Patrizia Romito s'attaque elle aussi à l'essentialisme de l'idéologie de la différence en se concentrant, cette fois, sur le discours concernant l'accouchement. Après les deux articles consacrés aux luttes que doivent mener les femmes des pays musulmans pour se sortir précisément de leur enfermement idéologique et matériel dans la maternité et sachant qu'il en est de même pour un grand nombre d'autres femmes, notamment dans le Tiers-Monde, on ne peut qu'apprécier les mises en garde de Guerlais, de Delphy et de Romito sur les

dangers que présentent les tendances en question, en particulier celui d'ethnocentrisme.

Pour leur part, Sarah Franklin et Jackie Stacey examinent « pourquoi et comment » le lesbianisme est « omis » ou marginalisé dans les études féministes, puis elles entreprennent de démontrer l'importance du point de vue lesbien pour la critique de l'hétérosexisme et de l'hétérosexualité obligatoire. Ce faisant, elles soulignent également l'importance de « ne pas isoler la sexualité du reste de l'analyse féministe » et rappellent que « la sexualité est une construction sociale et culturelle et non une donnée naturelle ou biologique », deux raisons qui devraient, selon elles, intensifier la communication entre toutes les féministes.

Les quatre autres articles du numéro triple abordent des questions différentes. Delphy, dans un texte plus court, tente de rétablir les faits à propos des origines du Mouvement de libération des femmes en France, depuis les premières manifestations au cours de l'été 1970 jusqu'à nos jours. Ce texte intéressera particulièrement celles d'entre nous qui sont encore peu familiarisées avec les diverses factions et les conflits qui existent au sein du mouvement français (parisien, en particulier). On pourrait en dire autant du texte de Greta Madsen, qui vise à démystifier la situation des femmes au Danemark. L'article de Josée Contreras et Jeanne Favret-Saada nous entraîne, pour sa part, dans le Bocage de l'Ouest français, avec l'analyse d'un genre particulier de service domestique, le désorcèlement, que certaines épouses d'exploitants agricoles rendent à leur mari, quand leur ferme se trouve dans « un état de crise chronique », pour le libérer du « sort » qui en serait responsable. Quant à Andrée Michel, elle s'attaque à la position de l'État français selon laquelle la « dissuasion nucléaire » serait nécessaire à la protection du pays et plus généralement au discours officiel véhiculé par les médias. Ce discours présente, en effet, le développement du militaire et du nucléaire comme une source de progrès scientifique dont les retombées seraient « bénéfiques pour la société civile ».

À noter aussi la rubrique consacrée aux « Mouvements » qui contient, dans sa section intitulée : « Excision : de quel(s) droit(s) ? », un texte percutant de Benoîte Groult. Rédigé dans une perspective de solidarité féministe internationale, son texte fait un heureux contrepoint au relativisme culturel et aux discours de la différence qui reviennent en force actuellement sous couvert postmoderniste ou autrement.

Dans le numéro 1 du volume 13 (90 pages) – le premier de la « nouvelle formule » – s'ajoutent à l'article de Romito, dont il a déjà été question ci-dessus, ceux de Michèle Le Dœuff et de Mariette Sineau portant sur la mixité et les discours qui la concernent dans deux « monopoles masculins » français, soit le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et les institutions politiques françaises. En fait, guidée par un concept à la fois quantitatif et qualitatif de mixité définie en termes de parité et de présence des femmes là où s'exerce le pouvoir, Le Dœuff met plutôt au jour « le déni de mixité » au CNRS, c'est-à-dire le phénomène consistant à « évoquer ou représenter un groupe, une communauté, un corps, de fait plus ou moins mixte, comme s'il était masculin non

seulement en son entier mais encore en son essence » (p. 7). Les commentaires de cette auteure sur les résistances en matière linguistique rejoignent d'ailleurs directement les préoccupations exprimées dans le dossier sur la manifestation des femmes dans la langue française paru dans le vol. 5 n° 1 de *Recherches féministes* (1992). Quant à Sineau, elle examine la symbolique et la culture politiques françaises depuis la Révolution de 1789 et, en particulier, le « mode d'exercice du pouvoir » de Charles de Gaulle et de François Mitterrand. Ce dernier a certes « fait œuvre novatrice », notamment en créant le ministère des Droits des femmes, en plaçant des femmes dans les cabinets ministériels et à des postes gouvernementaux importants, allant même jusqu'à nommer une femme comme première ministre, mais, en réalité, explique l'auteure, il s'est « fort bien accommodé d'une politique de faux-semblants », tant au gouvernement qu'au Parti socialiste.

Comparativement aux deux précédents, le dernier numéro de *NQF* (le volume 13 numéro 2) est étonnamment court (24 pages) : il ne contient qu'un bref article de Christine Delphy, rédigé à l'occasion des débats provoqués en France par une proposition de loi portant sur un « contrat d'union civile » applicable aux couples homosexuels, et deux revues critiques. La contrainte de temps que représente la publication de quatre numéros par année y est sûrement pour beaucoup ; sans doute les deux prochains numéros seront-ils plus volumineux.

Une ombre au tableau, par ailleurs : les prix. Pourquoi une si grande différence entre le prix de l'abonnement individuel en France ou en Europe (245 F) et celui hors de l'Europe (400 F, soit environ 100 \$ CAN) ? Ne pourrait-on limiter la majoration aux coûts postaux effectifs ? Cela encouragerait certainement les abonnements outre-Atlantique et en particulier au Québec, où la revue, utilisée dans les cours féministes à l'université, a toujours compté beaucoup de lectrices (et des lecteurs étudiants).

Quoi qu'il en soit, comme j'espère avoir réussi à le démontrer, *Nouvelles questions féministes* n'a rien perdu de son intérêt ; ses textes sont toujours aussi pertinents et aussi percutants, ce qui nous laisse entrevoir de nombreuses heures de lecture stimulante pour l'avenir. Longue – nouvelle – vie donc à *Nouvelles questions féministes* ! Et vivement que nous parviennent les prochains numéros ; on nous promet des articles sur, entre autres, l'affaire du juge Thomas et l'alliance de l'Église et de la droite contre l'avortement.

Huguette Dagenais
Département d'anthropologie
Université Laval